
L'atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale : les entreprises derrière le boom des plantations d'huile de palme

Au cours des dernières décennies, le secteur indonésien de l'huile de palme a connu une croissance rapide mais la grande majorité de cette expansion a été concentrée sur les îles de Bornéo et Sumatra. Comme il devient de plus en plus difficile de trouver de grandes étendues de terres dans ces régions, les sociétés de plantations de palmiers à huile s'intéressent désormais à l'archipel des Moluques et en particulier à la Papouasie occidentale, une région déchirée par les conflits. Alors qu'en 2005, seulement cinq sociétés de plantations de palmiers à huile étaient actives en Papouasie occidentale, à la fin 2014 on en dénombrait déjà 21. Cette expansion rapide devrait se poursuivre dans la mesure où beaucoup d'autres entreprises ont déjà obtenu un permis d'implantation initial. Si toutes ces plantations étaient développées, plus de 2,6 millions d'hectares de terres seraient utilisées, dont la majorité sont actuellement des forêts tropicales qui abritent un grand nombre de groupes de populations autochtones. AwasMIFEE, Pusaka et six autres organisations ont récemment publié « L'atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale » afin de briser l'isolement de cette région, dans un contexte où les communautés qui choisissent de s'opposer aux sociétés de plantations se sentent souvent intimidées par les forces de sécurité de l'État qui soutiennent les entreprises.

La croissance rapide de l'industrie de l'huile de palme en Papouasie occidentale ont actuellement des effets néfastes graves sur sa population autochtone. Pour presque chaque plantations existante, on a signalé des préjudices pour les populations autochtones quand les forêts dont ils dépendaient pour leurs moyens d'existence sont devenues des plantations de palmiers à huile. En outre, ces plantations ont entraîné, presque sans exception, des conflits avec et au sein des communautés autochtones qui dépendent des forêts (la plupart des habitants de Papouasie vivant dans les plaines sont dans une certaine mesure des chasseurs et des cueilleurs). Les conflits se sont centrés sur le refus par les communautés de céder leurs terres, l'exigence de justice dans les cas où elles considèrent que les terres leur ont été prises par tromperie ou intimidation, des conflits horizontaux entre villages ou clans voisins, des actions menées par des travailleurs autochtones qui considèrent qu'ils sont exploités, ou des agressions par la police ou les militaires travaillant comme agents de sécurité pour les sociétés de plantations.

Bien que la loi indonésienne reconnaisse aux communautés autochtones des droits fonciers collectifs associés à l'utilisation traditionnelle des terres, dans la réalité, ces communautés sont souvent confrontées à une pression considérable qui vise à les faire renoncer à ces terres. Lorsque les communautés touchées obtiennent une indemnisation, elles reçoivent rarement plus de 30 USD par hectare, et dans certains cas un chiffre de seulement 3 USD par hectare a été signalé. Ces pressions sont encore aggravées par le fait que les administrations locales et les entreprises sont souvent réticentes à partager des informations sur les permis. Cela signifie que, bien souvent, les communautés n'ont aucune information sur les projets de plantations jusqu'à ce qu'une entreprise se présente pour acquérir leurs terres.

Qui sont les entreprises intervenant cette expansion ?

Les nombreuses sociétés qui contrôlent actuellement le secteur du palmier à huile en Papouasie utilisent souvent des noms locaux, ou des noms qui donnent l'impression de se situer du côté des populations locales et de l'environnement. En réalité, elles sont souvent contrôlées par des membres de l'élite économique et font partie de grands groupes commerciaux travaillant avec des entreprises multinationales. En général, ces entreprises ont aussi des activités dans d'autres secteurs, comme l'exploitation forestière, les plantations forestières industrielles, l'exploitation minière ou la pêche industrielle, aussi bien en Papouasie que dans d'autres régions d'Indonésie.

Selon des données de Forbes (2014), certains de ces groupes d'entreprises sont liés à certaines des entités commerciales les plus riches en Indonésie, parmi lesquelles le groupe Raja Garuda Mas, le groupe Sinar Mas, le groupe Salim et le groupe Rajawali. La plupart d'entre eux possèdent plus d'une concession pour les plantations de palmiers à huile, et certains ont d'autres entreprises, comme le groupe Rajawali qui développe également des plantations de canne à sucre dans la région de Merauke. On trouve parmi les autres grandes sociétés intervenant dans le secteur le groupe Austindo Nusantara Jaya, qui réalise aussi le développement de l'installation de transformation de l'huile de palme de Sago dans la région Metamani de South Sorong, et une centrale électrique à Tembagapura, Mimika ; le groupe Kayu Lapis Indonesia, dont l'activité était initialement axée sur l'exploitation forestière, et représente actuellement le plus grand exploitant de concessions forestières en Papouasie ; le groupe Medco, qui est aussi actif dans les plantations industrielles de bois d'œuvre, la pâte à papier et l'exploitation minière dans toute la Papouasie, et le groupe Korindo, qui utilise le bois d'œuvre extrait des terres destinées aux plantations de palmiers à huile pour son activité de fabrication de contreplaqué. En outre des sociétés étrangères opèrent également en Papouasie, notamment le groupe Tadmak de Malaisie, Pacific Interlink du Yémen, le groupe Genting de Malaisie, le groupe Noble de Hong Kong et le groupe Carson Cumberbatch du Sri Lanka. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions d'Indonésie, une seule plantation d'huile de palme est exploitée par une entreprise publique : PTPN II à Arso.

En dehors de ces grandes entreprises nationales et multinationales, l'Atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale montre qu'il y a aussi plusieurs autres entreprises « mystérieuses » qui se sont lancées dans de nouveaux investissements, profitant de leurs liens avec les autorités locales pour obtenir des permis pour les plantations. Ces entreprises opèrent très discrètement et essaient d'éviter que leur identité soit connue du public. Elles ne disposent pas de site web, leurs bureaux à Jakarta n'indiquent aucun nom de société et elles refusent de fournir la moindre information. On trouve parmi ces entreprises le groupe Menara, qui a obtenu des permis pour sept filiales avant d'en revendre la quasi-totalité, et le groupe PT Pusaka Agro Sejahtera, qui a aussi réussi à recevoir des permis de plantation. Il semblerait que le principal intérêt de ce type d'entreprise soit de type spéculatif. Une fois tous les permis obtenus, la société de plantation est alors vendue à une autre société, le plus souvent l'une des grandes compagnies nationales ou multinationales qui ont un meilleur accès à des capitaux. Avec ce type de pratique commerciale douteuse, à huis clos, il est impossible pour les communautés autochtones de faire respecter leurs droits, puisque les responsabilités sont transférées lors de la vente par les entreprises qui avaient initialement obtenu le permis, et que les nouveaux propriétaires rejettent souvent la responsabilité du non-versement des indemnités, etc.

On trouvera ci-dessous deux des nombreuses sections de l'Atlas qui présentent des exemples concrets pour comprendre ce qui se passe actuellement dans la région :

« Les sociétés de bois d'œuvre voient leur avenir dans l'huile de palme »

En 2003, le Groupe Kayu Lapis Indonesia était la plus grande compagnie d'exploitation forestière en

Papouasie, avec 1,4 million d'hectares de concessions. L'une de leurs plus grandes concessions était située à Sorong, PT Intimpura, où l'entreprise possédait également une immense usine de bois produisant 264 000 mètres cubes de contreplaqué par an. Mais comme plusieurs autres compagnies forestières, le Groupe a choisi de réorienter ses investissements vers le secteur en pleine croissance de l'huile de palme quelques années avant l'expiration prévue de son permis d'exploitation forestière en 2009. Grâce à ses liens avec les autorités locales, il a réussi à obtenir des permis pour cinq filiales au cours des années suivantes pour démarrer des plantations de palmiers à huile. Actuellement, deux de ces filiales sont opérationnelles. PT Henrison Inti Persada (HIP) à Klamono en est à un stade plus avancé dans la mesure où elle a obtenu son permis définitif en 2006 (même si elle avait commencé à planter des palmiers à huile illégalement quelques années auparavant).

PT HIP a installé sa plantation sur les terres du peuple Mooi par la ruse en promettant de financer de nouvelles installations ou de fournir des aides à l'éducation, mais rien de tout cela ne s'est encore concrétisé. L'indemnisation fournie aux communautés était exceptionnellement faible, même si l'on compare à d'autres cas en Papouasie. Dans un cas documenté, des terres ancestrales ont été cédées pour 30 000 roupies par hectare (soit environ 3 USD). En 2010, PT HIP a été vendu au groupe Noble, une société de négoce de produits agricoles basée à Hong Kong. Noble est devenu un membre de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme, ce qui lui permet de demander une certification qui facilite l'accès aux marchés les mieux rémunérés. En tant que nouveau propriétaire, Noble ne peut être tenu responsable de l'exploitation forestière illégale et de l'accaparement des terres qui se sont produits à l'époque où PT HIP était la propriété du groupe Kayu Lapis Indonesia. En conséquence, Noble peut se présenter avec une « image respectable » malgré toutes les destructions et les dommages causés pour les communautés locales.

« Du pétrole et du gaz en sous-sol, de l'huile de palme en surface »

Le golfe de Bintuni est au cœur du développement pétrolier et gazier en Papouasie occidentale. On y trouve le britannique BP, la société malaisienne Genting Oil et l'Italien Eni Oil qui extraient ou explorent les réserves. La zone étant classée par le gouvernement comme une zone clé pour le développement énergétique et industriel en Papouasie, l'Allemand Ferrostaal et le Coréen LG, en coopération avec des partenaires locaux, souhaitent tous deux développer des installations d'éthanol, et la société publique d'engrais indonésienne PT Pupuk Indonesia est également sur les rangs pour y investir. Autrefois recouvert de forêts tropicales et de mangroves, le golfe de Bintuni est sur le point d'être transformé en un paysage industriel, dans lequel les plantations de palmiers à huile sont un élément clé, puisque l'huile peut aussi maintenant être extraite des arbres.

PT Varita Majutama - aujourd'hui propriété de la société malaisienne Genting Berhad - est le premier à être arrivé dans la région en 1996, où il a développé trois blocs de 6 460, 5 510 et 5 300 hectares. La société a été confrontée à des conflits avec les populations locales dès le début. En 2007 et 2012, comme la société continuait d'ignorer leurs demandes, certaines des communautés affectées autour de Tofoi ont démarré un blocage des plantations. La société a néanmoins continué à se développer. En janvier 2013, 35 371 hectares de terres supplémentaires ont été cédés par le ministère des Forêts pour servir à la plantation de palmiers à huile. Les peuples autochtones vivant autour de Tofoi doivent également faire face à la présence de deux compagnies pétrolières opérant sur leur territoire, Genting Oil et Eni Oil, ce qui crée d'autres problèmes, parmi lesquels une présence policière et militaire accrue. En 2012 par exemple, les clans Kamisopa et Sodefa ont contesté les limites des terres, jusqu'à ce qu'une bagarre éclate. La police a porté des accusations criminelles à l'encontre d'un homme, puis a obligé son frère à signer un document cédant les droits sur leurs terres ancestrales à Genting Oil en lui disant que, s'il ne faisait pas, son jeune frère serait condamné à cinq ans de prison.

L'Atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale constitue un avertissement important concernant l'expansion croissante de ces plantations, tout en donnant une image claire de l'identité des acteurs qui profitent de l'essor du secteur. En utilisant le prétexte du conflit lié au mouvement d'indépendance, le gouvernement indonésien est en train de compliquer la tâche des observateurs internationaux qui souhaitent accéder à cette région. Cela s'est probablement ajouté au manque d'information au niveau international sur les menaces exercées contre les forêts et les populations en Papouasie occidentale qui dépendent des forêts pour leur subsistance. L'Atlas, qui propose des études approfondies et des cartes détaillées pour chaque zone de la région de Papouasie actuellement confrontée à des menaces différentes et multiples entraînées par le modèle extractiviste et industriel, peut aussi être considéré comme un appel à la solidarité avec les nombreuses communautés confrontées à cette industrie.

Selwyn Moran, *awasMIFEE*, awasmiffee@potager.org
Y.L. Franky, *Pusaka*, yay.pusaka@gmail.com

Vous pouvez accéder à l'Atlas de l'huile de palme en Papouasie occidentale en anglais ici :
<https://awasmiffee.potager.org/uploads/2015/04/atlas-sawit-en.pdf>

Et en Bahasa-Indonesia :

<http://awasmiffee.potager.org/uploads/2015/04/atlas-low-resolution-Final-id.pdf>